

LE PRADET (Var)



24 ARR PM PERM 018

**ARRÊTÉ PERMANENT****REGLEMENT DU MARCHE HEBDOMADAIRE**

(et de toute manifestation commerciale effectuée sur le Domaine public)

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

- Vu le code pénal et notamment les articles : R610-6 – R644-2 – R644-3,
- Vu la Loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie,
- Vu la Circulaire n° 77-705 du Ministère de l'Intérieur,
- Vu la Circulaire n° : 78-73 du 8 février 1978 relative au régime des marchés et des foires,
- Vu l'Article L 2211-1 et s du C.G.C.T. relatif aux pouvoirs de police du Maire,
- Vu l'Article L 2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la Loi n° : 69-3 du 3 janvier 1969, sa circulaire du 1er octobre 1985 et son décret du 30 novembre 1993, respectivement relatifs à la validation des documents de commerce et artisanat des professionnels avec et sans domicile fixe,
- Vu la Loi n° : 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le Décret n° : 2009- 194 relatif à l'exercice des activités ambulantes du 18 février 2009, l'Arrêté du 31 janvier 2010,
- Vu le règlement Sanitaire Départemental du Département du Var, approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 février 1980, modifié en mars 2003,
- Vu la décision du Conseil Municipal de Le Pradet 17-DEC-DGS-006 en date du 1<sup>er</sup> février 2017 fixant le tarif des droits de places à percevoir pour l'installation sur le domaine public communal.

**ARRÊTONS**

→ **Article 1** : Le présent règlement abroge toutes dispositions précédentes relatives au marché hebdomadaire de la ville de Le Pradet.

Le présent règlement a pour objet de déterminer les conditions d'occupation du domaine public sur le territoire de la commune de Le Pradet, en ce qui concerne le marché hebdomadaire du vendredi matin de 6h00 à 14h00.

Le nombre d'emplacements sur le marché hebdomadaire est de 79.

La répartition des emplacements entre les différentes catégories de commerçants est la suivante :

- 64 emplacements sont réservés aux commerçants non sédentaires titulaires;
- 15 emplacements sont réservés aux commerçants passagers

Signé par : Hervé STASSINOS  
Date : 31/01/2024  
Qualité : MAIRE



Monsieur Le Maire est le seul habilité à augmenter ou diminuer le nombre d'emplacements et à répartir ceux-ci entre les différentes catégories de bénéficiaires, en fonction des nécessités de la bonne utilisation du domaine public.

Le marché hebdomadaire se tiendra sur les parkings de Gaulle, Armée d'Afrique, rue Marcel Vaillant, sur le parvis de l'office de tourisme et éventuellement dans le parc Cravero. Ponctuellement des emplacements seront autorisés sur la place Paul Flamencq.

Toute vente ou exposition sur la voie publique est interdite en dehors des emplacements définis ci-dessus, sauf autorisation du Maire (permis de stationnement)

## → **Article 2 : ATTRIBUTION DES PLACES « FIXES »**

Attribution des emplacements FIXES : environ 80 % de la surface totale du marché.

### 1) **Règles d'attribution**

Les règles d'attribution des emplacements sur le marché sont fixées par le Maire, en se fondant sur des motifs tirés de l'ordre public et de la meilleure occupation du domaine public.

L'attribution d'un emplacement fixe sur le marché à titre temporaire (en vertu de l'inaliénabilité du domaine public) s'effectue au regard de l'assiduité et de l'ancienneté des commerçants y exerçant déjà, du rang de l'inscription des demandes (dans le cas de création d'un marché), du commerce exercé, des besoins du marché.

Les demandes d'attribution d'emplacement fixe doivent être formulées par écrit à Monsieur le Maire de la commune. Elles sont inscrites sur un registre dans l'ordre des réceptions.

Elles doivent être accompagnées de la photocopie des documents permettant l'exercice d'une activité de distribution sur le domaine public. Le demandeur devra présenter les originaux au moment de l'attribution de l'emplacement, faute de quoi, elle n'aura pas lieu.

**Il ne peut être attribué qu'un seul emplacement par entreprise.**

### 2) **Ordre de priorité d'attribution :**

- a) Les emplacements vacants sont attribués en priorité au commerçant déjà titulaire d'un emplacement fixe en fonction de son ancienneté sur le marché sous réserve que la nature de ses produits vendus ne soit pas identique à celle des voisins immédiats et de celui de face ou excédent de même marchandise.

La demande de changement d'emplacement doit être adressée par écrit à Monsieur le Maire de la commune.

Dans l'hypothèse où le marché nécessite des équipements fixes sur un emplacement financés par le commerçant, ce dernier, au moment de son départ, pourra négocier leur acquisition avec le commerçant qui aura été autorisé à s'installer sur l'emplacement qu'il a abandonné.

- b) Si aucun titulaire d'un emplacement fixe ne sollicite l'emplacement vacant, il sera attribué au demandeur non titulaire d'un emplacement fixe en fonction des produits vendus, eu égard aux voisins immédiats, de l'assiduité et de l'ancienneté sur le marché à titre de passager. Dans le cas où il ne peut être donné suite à la demande, celle-ci doit être renouvelée à chaque nouvelle attribution d'emplacements.

- 3) Tout privilège accordé à une catégorie de professionnels pour quelque motif que ce soit, y compris lié au caractère périssable de la marchandise ou au fait qu'ils soient résidents de la commune, est illégal.

4) **Assiduité :**

N'altère pas son assiduité le commerçant titulaire d'un emplacement fixe qui s'absente pendant 5 semaines de congés et de 5 semaines justifiées, mais il a l'obligation d'en déposer les dates à la mairie. Les places vacantes sont réattribuées aux commerçants passagers.

Trois absences annuelles non justifiées avant 7h15 (jour de marché) seront suivies d'un avertissement.

A partir de trois avertissements donnés, le commerçant perd son droit d'occuper un emplacement fixe, il devient simple passager. Les fortes intempéries ou autres impondérables inhérents à la commune ne seront pas comptabilisées.

En cas de maladie attestée par arrêt de travail ou de maladie, le titulaire d'un emplacement conserve ses droits pendant 2 mois.

Il peut se faire remplacer par son conjoint collaborateur ou son personnel salarié.

- 5) **Les titulaires d'une place fixe pourront changer de place** en dehors de la « période estivale », du 1<sup>er</sup> octobre au 30 avril, et lors d'intempéries ou en vue d'une cohésion d'harmonie du marché en totale concertation avec le placier, en fonction de l'ancienneté.

6) **Nature juridique de l'attribution d'un emplacement sur le domaine public :**

L'attribution d'un emplacement est un acte administratif du Maire qui confère un droit personnel d'occupation du domaine public.

Le titulaire de ce droit personnel n'a pas compétence pour attribuer ce droit à une tierce personne.

Ce droit personnel d'occupation est conféré à titre précaire et révocable, il ne constitue aucunement un droit de propriété foncière, corporelle ou incorporelle.

- 7) **Les priorités d'attribution du droit d'occupation d'un emplacement en cas de cessation d'activités.**

**Conditions de succession réservées aux titulaires d'un emplacement fixe**

Conformément à la loi du 18 juin 2014,

« Le titulaire d'une autorisation d'occupation peut dorénavant présenter au Maire une personne comme successeur dans la limite de 3 ans en cas de cession de son fonds. Cette personne, qui doit être immatriculée au registre du commerce et des sociétés, ou au registre des métiers est, en cas d'acceptation par le Maire, subrogée dans ses droits et ses obligations.

En cas de décès, d'incapacité ou de retraite du titulaire, le droit de présentation est transmis à ses ayants droit qui peuvent faire usage au bénéfice de l'un d'eux.

A défaut d'exercice dans un délai de 6 mois à compter du fait générateur, le droit de présentation est caduc. En cas de reprise de l'activité par le conjoint du titulaire initial, celui-ci en conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation. »

La décision du Maire est notifiée au titulaire du droit de présentation et au successeur présenté dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Toute décision de refus doit être motivée »

Les titulaires sont les personnes à qui l'emplacement a été attribué nominativement.

Ainsi, pour une société le titulaire de l'attribution du droit personnel d'occupation d'un emplacement est obligatoirement le représentant légal, soit le gérant, le président-directeur général, le chef d'exploitation agricole ou de toute autre forme de personne morale.

La personne morale ne peut être juridiquement prise en compte.

### → **Article 3 : ATTRIBUTION DES PLACES « PASSAGERS » ET VACANTES**

Attribution VERBALE des emplacements A LA JOURNÉE dite "place de PASSAGER" : environ 20 % de la surface totale du marché dont 5 % seront réservés aux "posticheurs" et démonstrateurs.

- 1) Toute personne qui souhaite obtenir une attribution d'emplacement à la journée (place de passager) doit en faire la demande verbalement au préposé au placement (le placier) en lui présentant spontanément ses documents d'activités non sédentaires prévus à l'article 10 du présent règlement.
- 2) Il est interdit au préposé au placement (le placier) d'attribuer un emplacement à toute personne qui lui en fait la demande sans lui montrer spontanément ses documents d'activités non sédentaires sous peine de se mettre en infraction avec le présent arrêté.
- 3) Les passagers ne peuvent ni retenir à l'avance un emplacement, ni s'installer avant d'y avoir été autorisé par le placier. Leurs véhicules devront stationner à l'extérieur du périmètre du marché.
- 4) En respectant le pourcentage de 35% en alimentaire, le placier se réserve le droit de refuser un passager si le produit vendu est en nombre trop important sur le marché.
- 5) Conformément aux principes généraux du droit, dont celui de l'égalité des administrés devant les services publics et l'accès au domaine public, les emplacements à la journée (ou demi-journée) seront attribués en fonction de « la liste » établie par le Placier. Dans ce cas, le placement est effectué sur les critères de l'assiduité et de l'ancienneté des passagers. En cas de changement d'activité le passager est positionné en fin de liste et perd les bénéfices de son assiduité.

La liste des passagers sera mise à jour au moins deux fois par an.

## → **Article 4 : HORAIRES D'UTILISATION DES EMPLACEMENTS**

A partir de 6h00, le périmètre du marché est mis à la disposition des commerçants non sédentaires titulaires.

### 1) **Mise en place**

- a) Mise en place pour la saison dite été du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre
  - Les titulaires sont tenus d'arriver avant sept heures (7h00)
  - Les passagers doivent justifier leur présence auprès du placier à partir de sept heure quinze (7h15) pour commencer l'attribution des places libres et les nouvelles inscriptions au niveau du carrousel sur le parvis de l'Office de Tourisme.
- b) Mise en place pour la saison dite hiver du 1<sup>er</sup> octobre au 30 avril
  - Les titulaires sont tenus d'arriver avant sept heures quinze (7h15)
  - Les passagers doivent justifier leur présence auprès du placier à partir de sept heure quinze (7h15) pour commencer l'attribution des places libres.

Les titulaires ne justifiant pas leur absence avant 7h00 l'été et 7h15 l'hiver seront sanctionnés par écrit, leurs emplacements seront attribués par le placier aux commerçants passagers.  
(Article 2. 4 Assiduité)

### 2) **Les transactions**

Les transactions avec la clientèle ne peuvent en aucun cas commencer et se poursuivre en dehors des horaires suivants :

- a) **En hiver :**
  - Début des marchés : **8h00**
  - Fin des marchés : **12h30**
- b) **En été :**
  - Début des marchés : **7h45**
  - Fin des marchés : **13h00**

En tout état de cause, les commerçants arrivant après l'heure de début des marchés ne pourront plus être admis sur ces dits marchés.

### 3) **Départ**

Le départ avec démontage préalable des étals, emballage des marchandises et nettoyage des emplacements doit se faire :

**En hiver :** après 12h30 et avant **13h15**

**En été :** après 12h30 et avant **13h45**

## NOTA

**Ces horaires de départs pourraient évoluer, à la demande de M. Le Maire, en fonction du flux touristique.**

### → **Article 5 : ATTRIBUTION D'EMPLACEMENTS AUX COMMERÇANTS SÉDENTAIRES DE LA COMMUNE**

Le commerçant sédentaire de la commune qui souhaite étendre son activité uniquement sur le marché de sa commune est dispensé :

- De mentionner l'adjonction d'une activité non sédentaire sur son Kbis
- De détenir la carte permettant l'exercice d'une activité ambulante commerciale ou artisanale

Il occupera personnellement la place qui lui aura été attribuée, et ne pourra exposer que les marchandises pour la vente desquelles il a obtenu l'emplacement. Il lui est interdit de la prêter ou donner à un autre commerçant à titre gratuit ou onéreux, même exceptionnellement. S'il ne l'occupe pas avec des marchandises à l'heure de l'ouverture du marché, elle sera attribuée pour la journée à un volant. Cet emplacement ne pourra être attribué au propriétaire du commerce sédentaire que sous réserve qu'il s'acquitte des droits de place.

Un commerçant non sédentaire déjà titulaire d'un emplacement fixe ne peut être légalement déplacé à la demande d'un commerçant sédentaire, même s'il est placé devant sa boutique.

### → **Article 6 : DÉPLACEMENT D'UN MARCHÉ**

Toute délibération, tout arrêté municipal qui prévoit un transfert du marché, doit être précédée d'une consultation des organisations professionnelles (**Art L 2224-18 du CGCT**).

### → **Article 7 : CREATION DE MARCHÉ**

Les délibérations du Conseil municipal relatives à la création de halles ou de marchés communaux ou règlement d'un nouveau marché ne peuvent intervenir qu'après consultation des représentants des organisations professionnelles intéressées (**Article L 2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales**).

Un plan du marché sera annexé au règlement. S'agissant d'une création de marché, les emplacements seront attribués par tirage au sort, ou du rang d'inscription des demandes, et, Quel que soit le mode de placement, de la nature des produits vendus (tel que le préconise l'article 2).

### → **Article 8 : DROITS DE PLACE ET DE STATIONNEMENT**

L'autorisation d'occupation du domaine public est assujettie au paiement de droits de place et de stationnement.

Le montant des droits de place est fixé par décision du Conseil municipal après consultation des représentants des organisations professionnelles intéressées.

L'application de la taxe de droit de place est basée sur le mètre linéaire occupé.

Toute discrimination entre catégorie de professionnels pour l'évaluation du montant de la taxe de droit de place est illégale.

En vertu de l'égalité des administrés devant les services publics, il doit être uniforme sur un même marché dans une même commune.

Les reçus de droit de place porteront les mentions suivantes :

- Le nom de la commune,
- La date,
- Le nom du professionnel,
- Le métrage occupé et
- Le prix total à payer (avec la TVA ressortie pour la partie du montant total qui revient à un concessionnaire).

→ **Article 9 : PAIEMENT DES DROITS DE PLACE**

L'application de la taxe de droit de place est basée sur le mètre linéaire occupé.

Toute discrimination entre catégorie de professionnels pour l'évaluation du montant de la taxe de droit de place est illégale.

Le paiement des places sera journalier. Il sera perçu sur la base du mètre linéaire occupé, tant par les marchandises exposées que par les véhicules magasins.

→ **Article 10 : DOCUMENTS PROFESSIONNELS OBLIGATOIRES POUR EXERCER UNE ACTIVITÉ DE VENTE AU DÉTAIL SUR LE DOMAINE PUBLIC (Foire, marchés, braderies et toute autre manifestation de vente au détail sur le domaine public couvert et découvert)**

**Les documents à présenter sont :**

- Cas du chef d'entreprise commerçant ou artisan domicilié :
  - La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante
  - Pour les nouveaux créateurs uniquement : le certificat provisoire valable 1 mois.
- Cas des commerçants, artisans non domiciliés chefs d'entreprise :
  - La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante
- Cas des gérants de société inscrits au Registre du Commerce ou des Sociétés :
  - La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante
- Cas des producteurs agricoles maraîchers chefs d'entreprise :
  - Attestation des Services fiscaux qu'ils sont producteurs exploitants
  - Relevé parcellaire des terres

- Cas des commerçants ressortissants de l'UE domiciliés ainsi que non domiciliés :

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante
- Une assurance responsabilité civile

- Cas des commerçants étrangers :

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante
- La carte de résident temporaire ou
- Un titre de séjour
- Une pièce d'identité

- Cas des marins pêcheurs professionnels :

- Justificatif de leur inscription au rôle d'équipage délivré par les affaires maritimes

- Cas d'autoentrepreneurs domiciliés ou non domiciliés

- La carte permettant l'exercice d'une activité ambulante

- Cas du conjoint collaborateur :

**Cas du conjoint exerçant sans la présence du chef d'entreprise :**

- La photocopie de la carte permettant l'exercice d'une activité ambulante certifiée conforme par le chef d'entreprise + attestation par le chef d'entreprise que le conjoint marié ou pacsé est mentionné sur le Kbis
- Une pièce d'identité

**Cas du conjoint exerçant en présence du chef d'entreprise :**

- Une pièce d'identité + attestation par le chef d'entreprise que le conjoint marié ou pacsé est mentionné sur le Kbis

- Cas des salariés :

**Cas du salarié exerçant sans la présence du chef d'entreprise :**

- La photocopie de la carte permettant l'exercice d'une activité ambulante certifiée conforme par le chef d'entreprise
- Un bulletin de salaire datant de moins de 3 mois ou photocopie de la déclaration préalable d'embauche faite à l'URSSAF certifiée conforme par l'employeur
- Une pièce d'identité (idem pour les salariés des chefs d'entreprise non domiciliés et les salariés des sociétés)

**Cas du salarié exerçant en présence du chef d'entreprise :**

- Un bulletin de salaire datant de moins de 3 mois ou photocopie de la déclaration préalable d'embauche faite à l'URSSAF certifiée conforme par l'employeur
- Une pièce d'identité

**Cas de salariés étrangers :**

- Mêmes documents que pour les salariés de nationalité française
- Une pièce d'identité
- Un titre de séjour ou carte de résident temporaire



→ **Article 11 : VENTE ILLÉGALE SUR LE DOMAINE PUBLIC**

Toute personne qui n'aurait pas l'un des documents ci-dessus énoncés, **ne peut légalement exercer** une activité de vente sur le domaine public dans le cadre des foires, halles et marchés ou manifestations de toutes appellations qui réunissent des personnes physiques ou morales se livrant à la vente de produits ou d'objets neufs ou usagés.

→ **Article 12 : ASSURANCES**

Chaque titulaire d'un emplacement fixe ou passager doit obligatoirement être garanti pour les accidents causés à des tiers par l'emploi de son matériel (assurance responsabilité civile professionnelle sur le domaine public).

→ **Article 13 : COMPORTEMENT**

Les propos ou comportements (cris, chants, gestes, micros et hauts parleurs, etc.) de nature à troubler l'ordre public, sont également interdits, conformément aux lois en vigueur ainsi qu'un mauvais comportement envers la placière.

Il est absolument interdit aux commerçants et à leur personnel de troubler l'ordre dans le marché. Les marchands qui auraient causé du scandale, troublé le marché par des injures ou cris, soit envers le public, soit envers d'autres marchands ou les agents de la commune, ceux qui auraient encouru les contraventions pour ventes de marchandises falsifiées, ou à faux poids et mesure se verront retirer leur place sans délais ni indemnité.

Les allées de circulation et de dégagement réservées au passage des usagers seront laissées libres d'une façon constante. La circulation des véhicules y est interdite pendant les heures où la vente est autorisée.

Sont autorisés les camions et remorques magasins, dans les dimensions et poids autorisés par le code de la route et dont l'installation ne nuit pas au voisinage.

→ **Article 14 : LES INTERDICTIONS**

Il est absolument interdit aux commerçants et à leur personnel :

- De vendre des armes classées en catégorie D telles qu'elles sont définies par la réglementation.
- De stationner, debout ou assis, dans les passages réservés au public,
- De circuler pendant les heures d'ouverture des marchés dans les allées, avec des paquets, caisses, fardeaux, comme d'utiliser pour transporter leurs marchandises ou matériels, des chariots ou voitures.
- D'aller au-devant des passants pour leur offrir leurs marchandises sur le chemin ou de les attirer par le bras ou les vêtements, près des étalages,
- De faire fonctionner tout appareil ou instrument destiné à faire du bruit, transmettre ou amplifier les sons,
- De disposer des étalages en saillie sur les passages ou d'une façon qui masquerait les étalages dans la même allée. L'usage de rideaux de fond est seul autorisé, sauf le long des boutiques pour ne pas gêner les vitrines. Les barnums, parapluies et les étalages de marchandises devront être également placés de façon à ne pas masquer les vitrines,

- De suspendre des objets ou marchandises pouvant occasionner des accidents, comme de les placer dans les passages ou sur les toits des abris,
- De placer les « lests » des parasols ou barnum plus loin qu'à l'aplomb du stand
- De placer des présentoirs au milieu des allées
- De laisser libre des animaux
- De pratiquer les jeux de hasard ou d'argent telles que les loteries de poupées, vente de sachets de denrées ou marchandises contenant des billets ouvrants droits à une loterie.
- De faire du prosélytisme religieux, politique ou philosophique
- De circuler avec son véhicule sur le marché avant la fin des transactions (article 4.2)

**Il est interdit :**

- De distribuer ou vendre à l'intérieur des marchés, des journaux écrits ou imprimés quelconques. Toutefois est autorisée la vente de revues ou illustrés périmés.
- De circuler dans les allées réservées au public pendant les heures d'ouverture des marchés avec des bicyclettes, voitures, exception faite pour les voitures d'enfants ou d'infirmités.
- La mendicité, sous toutes ses formes est également interdite.

→ **Article 15 : LES PRODUCTEURS**

Les personnes vendant des produits de leur exploitation agricole devront placer, d'une façon apparente, au-devant et au-dessous de leurs marchandises, une pancarte rigide portant en gros caractères le mot « **PRODUCTEUR** ». Cette pancarte ne devra être apposée que sur les étalages vendant uniquement leur production.

Le producteur étant autorisé à effectuer accessoirement des achats destinés à la revente

→ **Article 16 : CIRCULATION PIETONNE**

Les installations des commerçants devant des maisons ou boutiques devront toujours respecter les passages d'accès aux portes, partout où la circulation n'est pas possible sur les trottoirs, entre les maisons et les installations des marchés. Celles établies sur les chaussées devront respecter les alignements autorisés.

Un intervalle de passage raisonnable entre les étalages de vente devra être aménagé et aucun étalage ne sera placé le long ou en face d'une boutique ou magasin pour y vendre des marchandises ou denrées similaires à celles mises en vente dans ceux-ci.

→ **Article 17 : MARCHANDISE**

Seules les marchandises prévues au registre de commerce peuvent être mises en vente.

Seules les marchandises pour lesquelles l'emplacement a été attribué peuvent être mises en vente. La vente de marchandises non prévues dans l'attribution de l'emplacement est soumise à autorisation municipale.

→ **Article 18 : DÉMONSTRATEURS ET POSTICHEURS**

**1) Définition du démonstrateur**

Commerçant non sédentaire passager présentant sur le domaine public, marchés, foires, manifestations commerciales, un appareil ou un produit dont il explique le fonctionnement, en démontre l'utilisation et les avantages et en assure la vente.

**2) Définition du posticheur**

Commerçant non sédentaire passager présentant sur le domaine public, marchés, foires, manifestations commerciales, etc., des marchandises diverses vendues par lots ou à la pièce (lots de vaisselle, outillage, linge de maison, bijouterie, biscuiterie, etc.).

Cette technique de vente attractive est dite "*à la postiche*".

**3) Les emplacements de démonstrateur et de posticheur**

Sur chaque marché, il doit être obligatoirement affecté au moins un emplacement de démonstrateur et un emplacement de posticheur.

Sur les foires et marchés plus importants, il sera prévu 2 % des emplacements pour chacune de ces deux professions.

Ces emplacements seront attribués par tirage au sort. Ils devront être placés de sorte à ne pas gêner les commerces voisins, aussi bien par les professionnels que par l'attroupement du chaland.

En l'absence de démonstrateur ou de posticheur, ces emplacements seront attribués comme les autres places réservées aux passagers sans perdre leur affectation initiale.

En présence d'un nombre de démonstrateurs ou posticheurs supérieur à celui des emplacements réservés, les démonstrateurs et posticheurs défavorisés par le tirage au sort pourront être placés sur les emplacements restés vacants.

→ **Article 19 : VENTE D'OBJETS USAGÉS**

Les fripiers devront se conformer à l'arrêté ministériel du 25 avril 1995 relatif à l'information du consommateur sur les conditions de vente des articles textiles usagés ou d'occasion qui prévoit :

- Etre accompagnée de la mention « **vêtements d'occasion** » ou « **textile d'occasion** » sur l'étalage ou à proximité de celui-ci, selon le lieu où sont exposés les articles.

→ **Article 20 : HYGIENE ET SALUBRITE DU MARCHE**

**1) Propreté des emplacements :**

Les usagers du marché sont tenus de laisser leur emplacement propre. Aucun résidu ne devra subsister sur les lieux.

Ainsi, les usagers doivent rassembler en vue de leur recyclage, les détritits d'origine végétale ainsi que les huiles alimentaires et ce, séparément de ceux d'origine animale lesquels ne doivent pas être jetés sur le sol, mais déposés dans des emballages étanches.

Les emballages vides (caisses, cageots, cartons, etc.) doivent être regroupés et empilés dans les places pour faciliter leur collecte par le service du nettoyage.

**2) Étalages et denrées alimentaires**

En application de l'Arrêté du 9 mai 1995 transposés dans les règlements CE n° 178/2002 et n° 852/ 2004 qui réglementent l'hygiène des aliments remis au consommateur final, les professionnels qui vendent des aliments au consommateur sont responsables :

- Des conditions d'hygiène de leur établissement ou point de vente
- De la qualité sanitaire des denrées alimentaires remis au consommateur final

Ils sont tenus entre autres :

- De se déclarer auprès des services vétérinaires
- De prévoir des dispositifs pour permettre aux personnes manipulant les aliments de se nettoyer les mains de manière hygiénique.
- D'entretenir, nettoyer désinfecter, les surfaces en contact avec les aliments y compris les comptoirs de vente, les étals et les tables etc.

Les étals et les récipients de présentation des poissonniers doivent être aménagés de telle sorte que l'eau de fusion de la glace ainsi que celle utilisée pour leur activité ne s'écoule pas dans les allées. Tous les produits d'origine animale doivent être commercialisés sous le régime de la chaîne du froid en respectant toutes les règles d'hygiène prévues par les règlements.

Il est interdit de tuer, saigner, plumer ou dépouiller des animaux sur les marchés, foires, etc.

→ **Article 21 : VENTE DE BOISSONS**

La vente de boissons à emporter de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégorie peut être autorisée sous réserve d'un accord de la municipalité et de la détention des licences correspondantes.

→ **Article 22 : PROTECTION ANIMALE**

Les dispositions relatives à la protection animale doivent être respectées.

En outre, la participation d'animaux à des jeux, à des attractions pouvant donner lieu à des mauvais traitements dans les foires et marchés est interdite (**Code Rural – Article R 214-85**).

→ **Article 23 : ORGANISATION D'UNE MANIFESTATION COMMERCIALE PAR UNE ASSOCIATION QUEL QUE SOIT SON OBJET SOCIAL**

Toutes les manifestations ayant pour l'objet l'organisation des ventes aux particuliers sur le domaine public, organisées par n'importe quelle personne morale, sont soumises aux mêmes lois et règlements que les foires et marchés réguliers à l'exception des horaires (article 4)

→ **Article 24 : LA COMMISSION MIXTE DE MARCHÉ**

1) **Objet :**

La commission mixte de marché a pour objet de maintenir un dialogue permanent entre la municipalité et les commerçants non sédentaires du marché, sur toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché : (réglementation, aménagement et modernisation, attribution d'emplacements).

2) **Composition :**

Elle est présidée par le Maire qui a seul le pouvoir de décision ou son représentant, de l'adjoint délégué au Développement Économique, des délégués représentants les commerçants, désignés pour présenter les doléances des commerçants non sédentaires du marché, pour donner leur avis dans l'intérêt général du marché, sont des délégués représentatifs de la profession appartenant à une organisation de défense professionnelle et du régisseur-placier.

3) **Fonctionnement**

La commission aura pour mission de donner son avis sur toutes les questions relatives à l'application du présent règlement, ainsi que sur les conflits et autre cause survenant sur le marché. Cette commission devra se réunir au moins deux fois par an. Elle laisse entières les prérogatives du Maire qui conserve tous les droits de police lui appartenant en vertu des lois et règlements, ainsi qu'après discussion, le droit de décision finale concernant toute question débattue.

→ **Article 25 : BRADERIES – BROCANTES**

A l'occasion des braderies organisées dans une commune, ces dernières ne peuvent être réservées à certaines catégories de commerçants et doivent être ouvertes à tous, même aux commerçants non sédentaires n'habitant pas la commune sur le territoire de laquelle une braderie est organisée. (Arrêt de la Cour de cassation du 28/06/34 Brionne contre municipalité de Rennes)

→ **Article 26 : POLICE DES MARCHES**

L'attribution d'un emplacement présente un caractère précaire et révocable.

Dans le cadre du constat d'infraction, le Maire peut être amené à prendre des sanctions

**Échelle des sanctions :**

- 1<sup>ère</sup> infraction aux dispositions du règlement : avertissement.
- 2<sup>ème</sup> infraction aux dispositions du règlement : exclusion temporaire.
- 3<sup>ème</sup> infraction aux dispositions du règlement : radiation.

Les sanctions sont proportionnelles à l'infraction constatée et à son degré de gravité. Elles seront notifiées conjointement au régisseur placier et à la Police Municipale.

- **Article 27** : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.
- **Article 28** : Madame La Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale son gés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Fait à Le Pradet, le 26 janvier 2024  
Le Maire,  
Hervé STASSINOS

**CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE****LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
  - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire
- Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.